



Communication en Conseil des Ministres

Objet : Situation de l'exécution du budget de l'Etat à fin mars 2026

La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin mars 2026, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses.

I – MOBILISATION DES RESSOURCES

Les **ressources** mobilisées hors Comptes Spéciaux du Trésor à fin mars 2026, s'élèvent globalement à **4.790,5** milliards de FCFA pour une prévision de 4.305,1 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 111,3%.

Les mobilisations de ressources comprennent **1.855,3** milliards de FCFA de **recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **2.935,2** milliards de FCFA de **ressources de trésorerie** (remboursements des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

1.1. Les recettes budgétaires

Concernant les **recettes fiscales**, le niveau de recouvrement ressort à **1.824,3** milliards de FCFA à fin mars 2026 contre un objectif de 1.856,3 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 98,3%. Hors TVA et droits de douane exonérés sur projets cofinancés, ces recettes ressortent à **1.815,1** milliards de FCFA pour une prévision de 1.805,9 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 100,5%. Ce résultat est essentiellement imputable aux performances enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les revenus de pétrole et de gaz** se sont chiffrés à **56,8** milliards de FCFA contre un objectif de 15,5 milliards de FCFA, essentiellement en rapport avec un niveau plus important des revenus du gaz (+36,5 milliards) dû principalement à une régularisation de recettes liées à 2025 mais constatées en 2026, ainsi qu'un recouvrement plus élevé que prévu des revenus du pétrole (+4,8 milliards) ;
- **les droits d'enregistrements et de timbre** ont été collectés à hauteur de **156,2** milliards de FCFA pour un objectif de 113,5 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 137,6%. Ce niveau de réalisation s'explique, d'une part, par la hausse de 7,2% des exportations en volume de cacao fèves au cours du premier trimestre et, d'autre part, par la hausse du prix CAF de référence pour la campagne d'Octobre 2025 à février 2026 (3.929,7 FCFA/kg contre 3.100 FCFA/kg initialement prévu) ;
- **la taxe ad valorem** s'est établie à **53,2** milliards de FCFA contre un objectif de 42,5 milliards de FCFA correspondant à un taux de recouvrement de 125,2%, en lien avec l'accroissement du volume de production et l'évolution à la hausse des cours de l'or sur le marché international ;
- **les taxes à l'exportation** ont été recouvrées à hauteur de **290,4** milliards de FCFA contre un objectif de 232,2 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 125,0% résultant principalement d'un volume de cacao exporté plus élevé que projeté (649.353 tonnes pour un objectif de 469.895 tonnes) et d'un prix CAF du cacao supérieur à l'objectif (3.929,8 FCFA/kg pour un objectif de 3.100,0 FCFA/Kg) ;

- **les droits et taxes à l'importation sur les produits pétroliers** sont ressortis à **190,9** milliards de FCFA contre un objectif de 184,4 milliards de FCFA à fin mars 2026, soit un taux de réalisation de 103,5%. Ce résultat est essentiellement lié au niveau plus élevé que prévu des volumes de consommation du gasoil (444,8 millions de litres pour un objectif de 403,0 millions de litres) et du super carburant (400,9 millions de litres pour un objectif de 400,0 millions de litres), ainsi qu'à une taxation plus favorable que prévue sur le gasoil (201,9 FCFA/litre pour un objectif de 189,5 FCFA/litre) et sur le super carburant (321,2 FCFA/litre pour un objectif de 273,4 FCFA/litre) sur le 1^{er} trimestre 2026.

Toutefois, les bons niveaux de recouvrement susmentionnés ont été atténués par les performances moindres enregistrées dans la collecte de certaines natures de recettes fiscales en raison principalement des incertitudes économiques provoquées par le contexte international. Il s'agit notamment :

- **de la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** hors TVA exonérée sur projets cofinancés (-86,9 milliards de FCFA) ;
- **de l'impôt BIC hors pétrole et gaz** (-34,6 milliards de FCFA) ;
- **des droits et taxes à l'importation sur les marchandises générales** hors TVA et droits de douane exonérés sur projets cofinancés (-15,1 milliards de FCFA) en liaison avec un niveau de remboursement de crédits de TVA plus élevé que prévu (45,0 milliards pour une prévision de 29,8 milliards) ;
- **de l'impôt sur le traitement des salaires** (-14,5 milliards de FCFA) résultant des difficultés de recouvrement des ITS payés par certaines structures publiques ;
- **de la taxe sur les opérations bancaires** (-4,3 milliards de FCFA).

S'agissant des **recettes non fiscales**, elles ont été recouvrées à hauteur de **21,9** milliards de FCFA contre **25,9** milliards de FCFA prévus, soit un écart négatif de 4 milliards. Ces recettes comprennent 11,5 milliards de FCFA de revenus du domaine contre 13,4 milliards de FCFA prévus, ainsi que 9,3 milliards de FCFA de recettes de services contre 14,4 milliards de FCFA prévus.

Quant aux **dons**, la comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à **9,2** milliards de FCFA pour une prévision de **35,5** milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation de ces ressources est composé essentiellement de dons-projets.

1.2. Les ressources de trésorerie

Les **ressources de trésorerie** ont été mobilisées à hauteur de **2.935,2** milliards FCFA pour une prévision de **2.387,4** milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 122,9%. Elles comprennent les transferts des entreprises, les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier et les ressources extérieures d'emprunts.

Les **transferts des entreprises**, correspondant aux versements effectués par les entreprises publiques en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **25,3** milliards de FCFA provenant principalement du Port Autonome d'Abidjan.

Les **émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier** ont permis de mobiliser **2.890,4** milliards de FCFA pour une prévision de **2.035,9** milliards de FCFA, soit un taux de mobilisation de 142% en lien avec les conditions financières favorables des marchés. Elles comprennent 1.843,9 milliards de FCFA d'obligations du Trésor émises par adjudication, 119,3 milliards FCFA de bons du Trésor, 205,3 milliards FCFA d'emprunts obligataires et 721,9 milliards de FCFA de mobilisation sur le marché international.

Concernant les **ressources extérieures**, la comptabilisation budgétaire des tirages à fin mars 2026 s'élève à **19,5** milliards de FCFA essentiellement au titre des emprunts-projets, pour un objectif global de 336,5 milliards de FCFA.

II – EXECUTION DES DEPENSES

A fin mars 2026, les **dépenses** ont été globalement exécutées à hauteur de **3.851,2** milliards de FCFA pour une prévision de **3.656,7** milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 105,3%.

Ces dépenses comprennent 2.260,8 milliards de FCFA de dépenses budgétaires et 1.590,4 milliards de FCFA de charges de trésorerie.

II. 1. Les dépenses budgétaires

Les **charges financières de la dette publique** ont été réglées à hauteur de **479,0** milliards FCFA pour une prévision de **464,1** milliards de FCFA. Ces charges sont composées de 137,6 milliards FCFA au titre de la dette intérieure et 341,4 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

Les **dépenses de personnel** ont été payées à hauteur de **772,3** milliards de FCFA pour une prévision de **775,1** milliards de FCFA.

Les **dépenses d'abonnement** ont été exécutées à hauteur de **32,3** milliards de FCFA pour une prévision de 40,4 milliards de FCFA. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (27 milliards de FCFA), de téléphone (2,8 milliards de FCFA) et d'eau (2,5 milliards de FCFA).

Les **autres achats de biens et services** se sont chiffrés à **210,5** milliards de FCFA contre une prévision de 215,3 milliards de FCFA.

Les **transferts** affichent un niveau d'exécution de **176** milliards de FCFA pour une prévision de 138,5 milliards de FCFA, soit un écart de 37,5 milliards expliqué principalement par les niveaux plus élevés que prévus de la subvention aux écoles privées (+20,5 milliards de FCA) et des bourses et pécules (+15,7 milliards de FCFA). Ces dépenses comprennent également les transferts aux EPN et Structures Assimilées (27,4 milliards de FCFA), les transferts aux collectivités décentralisées (11,3 milliards de FCFA) et la subvention au secteur électricité issue de la part Etat des revenus du gaz (2 milliards de FCFA).

Concernant les **dépenses de sécurité**, elles sont ressorties à **88,7** milliards de FCFA pour une prévision de 43,9 milliards de FCFA.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles affichent un niveau d'exécution de **500** milliards de FCFA pour une prévision de 901,9 milliards de FCFA. Ce niveau d'exécution comprend 471,4 milliards de FCFA de dépenses d'investissement financées sur Trésor et 28,6 milliards de FCFA sur financement extérieur de projets (dont 9,2 milliards de FCFA au titre des dons-projets et 19,5 milliards de FCFA pour les emprunts-projets).

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des Institutions et Ministères fait ressortir que trente-un (31) d'entre eux affichent un taux d'exécution inférieur ou égal à 25% et sept (07) présentent un taux d'exécution supérieur à 25%.

II.2. Les charges de trésorerie

Les **charges de trésorerie**, qui concernent le remboursement du capital de la dette publique, ont été réglées à hauteur de **1.590,4** milliards FCFA pour une projection de **1.077,5** milliards de FCFA, soit un écart de 512,9 milliards FCFA. Cet écart s'explique principalement par des opérations de gestion proactive de la dette à travers la substitution de titres à court terme et à taux élevés par des émissions à maturité plus longue et à taux réduits sur le marché régional. Ces opérations contribuent à une amélioration du profil de la dette, avec un allongement de la

maturité moyenne des mobilisations (3,7 ans à fin mars 2026 contre 2 ans à fin mars 2025), conformément aux orientations de la stratégie d'endettement.

II.3. Les dépenses de lutte contre la pauvreté et dépenses sociales spécifiques

S'agissant des dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales ainsi que des dépenses sociales spécifiques, elles se sont établies respectivement à **944,9** milliards de FCFA et à **367** milliards de FCFA à fin mars 2026, au-dessus des objectifs planchers respectifs de 847,9 milliards de FCFA et de 268,4 milliards de FCFA.

CONCLUSION

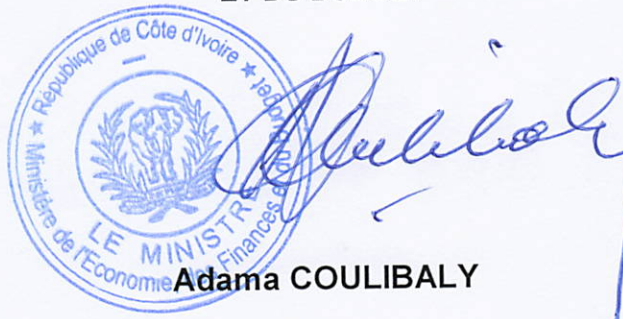
L'exécution du budget de l'Etat à fin mars 2026 est principalement caractérisée par une mobilisation satisfaisante des ressources et une maîtrise des charges de fonctionnement.

En effet, les recettes fiscales (hors TVA et droits de douane sur projets cofinancés) ont enregistré un bon niveau de recouvrement avec un taux de 100,5% par rapport à l'objectif et l'exécution des dépenses de fonctionnement a été contenue dans la limite des prévisions.

Les efforts de recouvrement des recettes, de maîtrise des dépenses de fonctionnement et d'accélération de la consommation des crédits d'investissement se poursuivront au cours du deuxième trimestre, en vue de garantir la bonne mise en œuvre du Plan National de Développement 2026-2030.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget à fin mars 2026 soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU BUDGET**



Adama COULIBALY

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin mars 2026)

En milliards de FCFA

RESSOURCES	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)	DEPENSES	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES					
RECETTES FISCALES (y/c FER)	1 856,3	1 824,3	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE	464,1	479,0
- DGI	1 009,2	959,1	Dettes intérieure	161,4	137,6
- TRESOR	4,0	13,7	Dettes extérieure	302,6	341,4
- DGD (hors PCS, PCC, PUA et SGS)	792,7	842,3			
- TVA et droits de douane exonérés sur projets cofinancés	50,3	9,2	PERSONNEL	775,1	772,3
RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR)	25,9	21,9	ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections)	255,7	242,8
Recettes non fiscales du Trésor	11,4	9,3	Abonnement	40,4	32,3
Revenus du domaine DGI	13,4	11,5	Autres achats de biens et services	215,3	210,5
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	0,0			
Licences de télécommunication	0,0	0,0	TRANSFERTS (hors CNS et élections)	138,5	178,0
Fonds d'investissement en milieu rural (FIMR)	1,1	1,1	Subvention au secteur électricité	0,0	2,0
Autres recettes non fiscales	0,0	0,0	Autres transferts	138,5	176,0
DONS	35,5	9,2	DEPENSES DE SECURITE ET D'ELECTIONS	43,9	88,7
Dons programmes	0,0	0,0	INVESTISSEMENT	901,9	500,0
AFD (C2D)	0,0	0,0	- Trésor (y/c FIMR et FER)	586,1	471,4
UE	0,0	0,0	Projets C2D	14,9	3,5
			Investissement FIMR	1,1	1,1
Dons projets	35,5	9,2	Fonds d'Entretien Routier	56,0	73,7
			Autres investissements	514,2	393,1
			- Financement extérieur des projets	315,7	28,6
			Emprunts-projets	280,3	19,5
			Dons-projets	35,5	9,2
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	1 917,7	1 855,3	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	2 579,2	2 260,8
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE					
Privatisation et ventes d'actifs	0,0	0,0	Amortissement de la dette publique	1 077,5	1 590,4
Transfert des entreprises/dette rétrocédée	15,0	25,3	Dettes intérieure	641,7	1 187,5
Emprunts sur marchés monétaire et financier	2 035,9	2 890,4	Dettes extérieure	435,8	402,8
Emprunts obligataires	200,0	205,3			
Bons et obligations du Trésor	1 115,0	1 963,2			
Financement en devises	720,9	721,9			
Emprunts-programmes	56,2	0,0			
FMI (y compris FRD)	0,0	0,0			
Banque Mondiale	0,0	0,0			
Banque Africaine de Développement	56,2	0,0			
AFD (Autre appui budgétaire)	0,0	0,0			
Emprunts-projets	280,3	19,5			
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	2 387,4	2 935,2	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	1 077,5	1 590,4
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	4 305,1	4 790,5	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	3 656,7	3 851,2

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGF, DGBF

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin mars 2026)

En milliards de FCFA

LIBELLES	Mars 2026		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (y/c TVA exonérée)	1 856,3	1 824,3	-32,0
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (hors TVA exonérée)	1 805,9	1 815,1	9,1
<u>DGI</u>	<u>1 009,2</u>	<u>959,1</u>	<u>-50,1</u>
Impôts directs	441,5	414,8	-26,7
Impôts sur bénéfices	147,1	132,3	-14,8
BIC pétrole et gaz	10,8	39,8	28,9
- BIC pétrole	0,0	3,4	3,4
- BIC gaz	10,8	36,4	25,6
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	430,6	375,0	-55,6
- BIC hors pétrole	113,4	78,8	-34,6
- Impôt synthétique et AIRSI	16,1	10,4	-5,7
- Taxe de la Micro Entreprise (TME)	6,8	3,4	-3,4
- Impôts sur revenus et salaires	265,9	251,4	-14,5
- Impôts sur revenus des capitaux mobiliers/IRC	28,4	31,1	2,6
Impôts indirects	567,8	544,3	-23,4
TVA (hors part secteur électricité)	287,9	200,9	-86,9
TOB	41,0	36,7	-4,3
Taxe sur boissons et tabacs	36,2	40,5	4,3
droits d'enregistrement et de timbre	113,5	156,2	42,7
<i>dont droits d'enregistrement café cacao</i>	69,6	114,7	45,1
Patentes et licences	11,9	9,7	-2,2
Taxe d'exploitation pétrolière	0,0	1,4	1,4
Taxe d'exploitation du gaz	4,6	15,6	11,0
Taxe sur les télécommunications	19,0	20,4	1,4
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	9,2	8,6	-0,6
Taxe ad valorem	42,5	53,2	10,7
Taxe pour le développement touristique	0,4	0,4	0,0
Taxe/sachet et mat plast	0,1	0,1	0,0
Accises et autres taxes indirectes	1,6	0,6	-1,0
<i>Taxe sur les produits de parfumeries et cosmétiques</i>	0,8	0,1	-0,6
<u>TRESOR</u>	<u>4,0</u>	<u>13,7</u>	<u>9,7</u>
Impôts indirects	4,0	13,7	9,7
Timbres et vignettes	0,3	0,5	0,1
Redevance LONACI	2,4	10,1	7,7
autres indirects	1,3	3,1	1,8
<u>DGD (hors PCC, PCS, PUA et RPI)</u>	<u>792,7</u>	<u>842,3</u>	<u>49,6</u>
Droits et taxes à l'importation	560,5	551,9	-8,6
Taxes sur produits pétroliers	184,4	190,9	6,5
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS, PCC et PUA)	376,1	361,0	-15,1
Taxes à l'exportation	232,2	290,4	58,2
<u>TVA et droits de douanes exonérés sur projets cofinancés</u>	<u>50,3</u>	<u>9,2</u>	<u>-41,1</u>
DGI	29,4	6,5	-22,9
DGD	20,9	2,7	-18,2

Source : DGI, DGD, DGTCP

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

En FCFA

INSTITUTIONS/ MINISTÈRES	Dotation 2026	Exécution fin mars 2026	Taux d'exécution fin mars 2026
350 Ministère du Tourisme et des Loisirs	1 122 253 605	0	0,0%
434 Ministère délégué auprès du Ministre de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement Technique, chargé de l'Enseignement Technique	34 041 917 545	0	0,0%
440 Ministère Délégué auprès du Ministre des Transports et des Affaires Maritimes, chargé des Affaires Maritimes	3 446 180 530	0	0,0%
454 Ministère Délégué auprès du Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières, chargé des Productions Vivrières	93 701 245 064	0	0,0%
352 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	8 558 525 552	5 799 900	0,1%
351 Ministère des Ressources Animales et Haléutiques	13 973 279 554	64 060 057	0,5%
126 Vice-Préature, Ministère de la Défense	58 000 000 000	481 701 477	0,8%
348 Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	304 158 991 377	3 480 000 000	1,1%
358 Ministère de l'Urbanisme, du Logement et du Cadre de Vie	99 156 120 355	1 212 229 011	1,2%
329 Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	106 189 696 477	2 891 665 291	2,7%
347 Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	67 490 378 967	3 034 202 645	4,5%
325 Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	27 601 043 687	1 462 741 876	5,3%
335 Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	308 558 044 488	19 504 790 168	6,3%
345 Ministère des Eaux et Forêts	61 494 679 342	4 890 531 040	8,0%
103 Présidence de la République	57 250 522 500	4 627 113 000	8,1%
366 Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	283 057 597 288	23 191 174 123	8,2%
331 Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement Technique	204 426 857 051	17 404 496 272	8,5%
330 Ministère des Infrastructures et de l'Entretien Routier	630 097 057 728	55 467 111 242	8,8%
328 Ministère du Plan et du Développement	17 777 109 756	1 850 442 160	10,4%
237 Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	3 455 374 941	382 000 000	11,1%
357 Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	61 374 070 952	7 000 759 794	11,4%
439 Ministère Délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, chargé de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	325 849 000	39 183 300	12,0%
336 Ministère de la Communication	1 550 000 000	208 660 000	13,5%
346 Ministère de la Culture et de la Francophonie	3 223 234 556	434 646 911	13,5%
362 Ministère de l'Emploi, de la Protection Sociale et de la Formation Professionnelle	44 215 748 908	6 416 960 000	14,5%
376 Ministère du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	5 862 114 961	948 076 799	16,2%
344 Ministère des Sports	21 807 279 862	3 695 341 310	16,9%
115 Cour des comptes	1 934 700 000	328 899 000	17,0%
343 Ministère de l'Environnement et de la Transition Ecologique	22 031 790 192	4 690 944 853	21,3%
340 Ministère des Transports et des Affaires Maritimes	82 942 988 000	20 128 778 960	24,3%
108 Primature et Services Rattachés	36 348 100 000	9 075 252 000	25,0%
323 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	263 076 692 853	73 237 199 779	27,8%
221 Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	5 679 500 000	1 961 746 906	34,5%
356 Ministère de la Transition Numérique et de l'Innovation Technologique	22 573 250 953	7 872 942 625	34,9%
322 Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget	178 490 229 533	92 275 724 020	51,7%
333 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	42 117 645 419	23 748 965 098	56,4%
369 Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	49 526 910 847	28 689 289 752	57,9%
101 Représentation Nationale	5 000 400 000	4 585 400 000	91,7%
Total Général hors dépenses communes et comptes spéciaux du Trésor	3 231 637 381 843	425 288 829 369	13,2%
Dépenses communes	964 796 506 486	0	0,0%
Compte spéciaux du Trésor	290 422 060 018	74 721 965 804	25,7%
Total Général	4 486 855 948 347	500 010 795 173	11,1%

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin mars 2026

En FCFA

DOMAINES	2 025	2 026		
	Exécution à fin Décembre	Objectif annuel	Objectif mars	Exécution à fin mars
01 Agriculture et développement rural	126 046 113 685	106 485 128 798	15 752 572 975	6 504 408 307
01.0 Administration générale	17 681 582 738	16 635 682 081	2 495 352 312	4 253 440 443
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	43 195 042 505	26 278 189 513	3 941 728 427	76 864 783
01.2 Formation et encadrement	37 246 741 844	42 906 751 186	6 521 826 180	1 116 268 181
01.3 Aménagement hydro-agricole	8 092 746 598	10 086 206 018	1 735 836 056	0
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR,FIMR)	19 830 000 000	10 578 300 000	1 057 830 000	1 057 834 900
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	18 599 066 539	19 696 912 028	3 422 424 049	3 226 949 556
02.0 Administration générale / formation et encadrement	10 683 813 844	11 091 321 403	2 772 830 351	3 069 860 164
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	3 676 590 832	3 487 087 882	249 326 784	153 039 392
02.2 Pêche et aquaculture	4 238 661 863	5 118 502 743	400 266 915	4 050 000
03 Education	1 886 289 776 617	2 084 790 630 160	475 648 342 640	588 350 262 946
03.0 Administration générale	122 158 157 765	160 744 505 434	37 051 571 205	26 381 884 214
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	777 352 346 196	849 707 918 059	191 184 281 563	243 914 093 870
03.2 Alphabétisation	706 169 162	775 200 000	180 156 480	0
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	676 300 698 557	759 735 059 053	177 929 950 830	204 481 241 536
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	309 772 404 937	313 827 947 614	69 302 382 562	113 573 043 325
04 Santé	736 786 235 587	811 528 251 058	166 481 341 632	139 718 116 885
04.00 Administration générale santé	345 807 035 093	411 096 489 128	86 330 262 717	96 531 227 384
04.01 Système de santé primaire	170 060 937 345	140 588 482 825	22 494 157 252	19 069 431 025
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	5 640 994 646	2 500 000 000	607 500 000	0
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	121 897 823 099	135 018 041 955	27 003 608 391	2 623 302 044
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	3 935 811 790	3 695 593 082	923 898 271	1 623 379 238
04.05 VIH/SIDA	29 158 821 710	51 430 559 432	13 343 288 458	4 356 194 944
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	60 284 811 904	67 199 084 636	15 778 626 543	15 514 582 250
05 Eau et Assainissement	283 067 519 955	217 796 640 507	38 328 783 716	28 397 326 015
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	133 919 313 140	113 185 752 789	22 637 150 558	13 506 693 417
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	149 148 206 815	104 610 887 718	15 691 633 158	14 890 632 598
06 Energie	113 900 275 966	150 914 619 601	15 891 309 444	3 465 000 000
06.1 Accès à l'électricité	113 900 275 966	150 914 619 601	15 891 309 444	3 465 000 000
07 Routes et ouvrages d'art	338 086 509 318	424 217 838 710	45 858 068 713	33 823 071 649
07.1 Entretien pistes rurales	8 250 599 520	2 840 566 944	554 762 724	12 670 323
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	91 892 606 158	93 554 721 436	9 570 648 003	16 198 754 768
07.3 Autres travaux routiers	237 943 303 640	327 822 550 330	35 732 657 986	17 611 646 558
08 Affaires Sociales	103 797 798 154	98 463 209 377	21 422 678 835	45 988 707 847
08.0 Administration générale	19 323 963 438	20 139 757 821	4 752 982 846	7 794 623 429
08.1 Formations destinées aux femmes	4 679 722 975	6 898 995 287	1 521 228 461	300 160 000
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	38 965 767 282	28 924 293 076	7 436 561 107	8 431 181 986
08.3 Formation au personnel d'appui	1 541 374 865	1 764 221 356	379 436 891	379 109 000
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	39 286 969 594	40 735 941 837	7 332 469 531	29 083 633 432
09 Décentralisation	169 011 752 758	237 873 882 190	52 109 604 745	62 494 229 919
09.1 Décentralisation	169 011 752 758	237 873 882 190	52 109 604 745	62 494 229 919
10 Reconstructions et réhabilitations	28 897 804 394	11 262 091 723	2 841 137 833	7 999 742 385
10.1 Reconstruction et réhabilitation	9 554 975 107	3 500 000 000	875 000 000	7 258 890 374
10.2 Habitat et logement sociaux	19 342 829 287	7 762 091 723	1 966 137 833	740 852 011
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	91 764 900 412	46 617 075 383	10 161 370 855	24 980 055 691
11.1 Promotion et insertion des jeunes	88 195 424 402	43 737 131 468	9 230 413 256	23 168 251 340
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	3 569 476 010	2 879 943 915	930 957 599	1 811 804 351
TOTAL	3 896 247 753 385	4 209 646 279 535	847 917 635 437	944 947 871 200

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 5 : TABLEAU DE SUIVI DES DEPENSES SOCIALES SPECIFIQUES SUR FINANCEMENT ETAT A FIN MARS 2026

En FCFA

ACTIVITES	Objectif annuel 2026	Objectif mars 2026	Total Exécution fin mars 2026
PROTECTION SOCIALE	53 873 032 767	9 498 606 553	29 923 169 790
Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux	22 673 032 767	4 534 606 553	22 473 169 790
Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique dans le sahel	0	0	
Soutien aux indigents pour l'accès à la CMU	16 200 000 000	3 564 000 000	4 050 000 000
Appui à l'opérationnalisation de la CMU	15 000 000 000	1 400 000 000	3 400 000 000
78109000095 Couverture Maladie Universelle	8 000 000 000	0	2 000 000 000
78074000641 Prendre en charge les primes des agents d'accueil/CMU	7 000 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
SANTE	356 895 284 388	82 610 447 901	102 122 081 803
Personnel santé fonctionnaire	299 957 716 544	74 200 066 724	94 177 990 162
Renforcer les capacités d'intervention des CHR-EPHR	2 212 592 005	1 812 943	534 439 641
Renforcer les capacités d'intervention des HG	2 124 226 570	3 443 950	0
Renforcer les capacités d'intervention des CSU et CSR	2 719 241 270	4 329 527	0
Renforcer les capacités d'intervention des CHU	6 967 008 000	1 466 738 526	1 681 752 000
Gratuité des soins ciblée (paludisme, accouchement, césarienne, etc.) et évacuat	17 000 000 000	1 084 439 801	0
Structures sanitaires spécialisées (SAMU, CNTS, CNOR, ICA, CNPTIR, etc.)	19 464 500 000	4 228 292 323	4 587 900 000
Approvisionnement en médicaments	6 450 000 000	1 621 324 107	1 140 000 000
EDUCATION	825 533 048 949	175 826 949 230	233 943 131 620
Gestion des écoles préscolaires, primaires et secondaires (COGES)	20 291 736 792	3 322 957 198	12 175 042 019
Education primaire et préscolaire	753 522 992 057	172 177 178 308	212 100 776 093
Programme de cantines scolaires	14 670 000 000	0	1 000 000 000
Acquisition et distribution de kits et manuels scolaires et malettes pédagogiques	11 713 904 369	0	0
Appui à la prise en charge des frais de scolarité dans les écoles primaires privé	9 349 493 000	0	0
Personnel préscolaire et primaire fonctionnaire	717 789 594 688	172 177 178 308	211 100 776 093
Enseignement technique et formation professionnelle	51 718 320 100	326 813 723	9 667 313 508
Mise en oeuvre de l'Ecole de la Seconde Chance	4 095 000 000	0	0
Prise en charge des frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements	9 071 705 210	0	0
Appui au fonctionnement de l'AGEFOP et de l'IPNEPT	1 307 254 890	326 813 723	0
Appui à la formation professionnelle à travers le FDFP	37 244 360 000	0	9 667 313 508
EMPLOI DES JEUNES	2 378 248 620	452 017 972	1 049 608 158
Programme Emploi Jeunes	1 215 152 000	342 078 104	303 788 000
Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences	552 502 312	0	659 833 725
Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	272 000 000	25 291 290	20 000 000
Appui au fonctionnement de l'Agence Emploi Jeune	338 594 308	84 648 577	65 986 433
TOTAL	1 238 679 614 724	268 388 021 656	367 037 991 371

Source : SIGOBE/DGBF